



# Santé et protection sociale en grand danger !!!

P4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 910

24 mars 2011

prix: 0,70 €

## 2<sup>nd</sup> tour des cantonales



## Battre la droite et condamner l'extrême droite

### ■ Catastrophe au Japon

L'heure est à la solidarité

P 2

### ■ Cantonales

Le PCF dépasse les 5% dans 8 cantons de Loire-Atlantique

P 3

### ■ 57<sup>ème</sup> congrès de l'UD CGT 44

NLA a rencontré Marie-Claude Robin

P 3

### ■ Urgences planétaires

Ecologie et communisme, des combats d'aujourd'hui

P 6

### ■ Réforme des collectivités locales



La mobilisation des élus communistes briérons

P 7

## Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr



# L'actualité politique...

## EN BREF

### Mauvais traitement

**SERVIER PRÊT À PAYER POUR ÉVITER LE PROCÈS**

NOS LABOS ONT PROUVÉ QUE LE POGNON ÉTAIT UN PUISSANT ANTI-DOULEUR...



De quoi a peur le laboratoire Servier et son cynique patron si ce n'est de la justice ! Après avoir contesté l'ampleur des décès dus à son médiateur, voilà que le laboratoire, dont la principale mission aurait été de soigner des patients, propose à ceux que ses produits ont détruits, une indemnisation à condition qu'ils renoncent à poursuivre le laboratoire en justice. C'est là une chose bien curieuse puisque le laboratoire nous assurait de l'innocuité de son médicament.

### Un rempart contre Marine

Au second tour des cantonales, le FN se retrouvera face à des candidats PS dans 204 cantons, PCF dans 37 et UMP dans 89. Face à de telles situations, le PCF est clair, il faut faire barrage contre l'extrême droite. A l'opposé, L'UMP qui aime jouer avec le feu ne donne aucune consigne de vote !

### Personne n'est innocent

Il y a encore quelques semaines, le gouvernement n'hésitait pas à parler de guerre économique dans ce qu'il pensait être une affaire d'espionnage au sein de l'entreprise Renault. Aujourd'hui, le ballon de baudruche se dégonfle et l'entreprise paraît bien ridicule avec son affaire d'espionnage, puisqu'en fait d'espionnage, elle aura surtout réussi à se faire racketter quelques 310000 euros pour de fausses informations ! Respect de la présomption d'innocence oblige l'entreprise avait pourtant rapidement licencié les trois salariés alors suspects d'avoir vendu des informations à la concurrence ! Le PDG de la marque au losange quant à lui compte bien rester en place

### Les meilleurs amis du monde

Rien ne va plus entre Kadhafi et Sarkozy, hier pourtant très bon amis. Depuis que le président français a reconnu le Conseil national de transition libyen comme seul représentant légitime du peuple, les Khadafi règlent leurs comptes. Après avoir menacé de révéler de terribles secrets sur le financement de la campagne présidentielle de Sarkozy, Kadhafi a déclaré « C'est mon ami, mais je crois qu'il est devenu fou. Il souffre d'une maladie psychique. C'est ce que dit son entourage. Ses collaborateurs disent qu'il souffre d'une maladie psychique ». Effectivement, cela fait 4 ans que les français le savent, Sarkozy est bel et bien malade, contaminé par l'idéologie libérale qui fait bien des ravages dans le pays.

## Point de vue

par Eaymeric seassau

Journée noire pour la démocratie française. Combien de soirées électorales encore à entendre les partis dominants commenter d'un air grave de nouveaux records d'abstention ? Le pouvoir de droite en porte la première responsabilité, il en subit les premières conséquences. Sa politique insupportable, méprisante pour les salariés et les familles populaires et complaisante avec les puissances d'argent a été nettement condamnée. Jusqu'au dernier jour tout a été fait pour taire les enjeux de ces cantonales.

Tandis que son ami Hortefeux est condamné pour injure raciale, de nombreux parlementaires de la majorité de Sarkozy se livrent à la surenchère xénophobe sur fond d'aventurisme guerrier en Lybie. **On ne débat pas des idées du Front national, on les combat...** Et on ne fait pas gagner la paix et la démocratie en faisant déferler une pluie de bombe sur une terre en souffrance.

Oui, Sarkozy doit partir, et vite ! Mais la gauche ne peut plus se contenter de victoires par défaut. Le défi de l'alternative reste posé, il reste entier. Il ne peut plus souffrir des castings présidentiels discutés en douce ni de la surenchère jusqu'à l'excès des petites phrases assassines. **C'est la définition d'un projet à la hauteur de l'urgence sociale qui peut permettre de battre Sarkozy et sa majorité comme de barrer la route à une Marine Le Pen, surmédiatisée jusqu'à l'écoeurement.**

**C'est la définition d'un projet à la hauteur de l'urgence sociale qui peut permettre de battre Sarkozy.**

Voilà à quoi veulent travailler les communistes et le Front de gauche et le résultat du dernier scrutin avant les échéances nationales appelle à multiplier les énergies. **Les résultats obtenus par les candidats communistes en Loire-Atlantique sont encourageants.** Ils sont contrastés mais indiquent une progression de près d'un demi point avec un score moyen de 4,17% sur les 29 cantons sur 30 où nous étions présents. Au second tour, en Loire-Atlantique comme sur le reste du territoire national, **la solidarité à gauche ne peut souffrir d'aucune ambiguïté.** La conférence de presse commune de trois partis de gauche (PCF/PS/EELV) dès le soir du premier tour est assez rare pour être remarquée. Il faut maintenant passer aux travaux pratiques en rassemblant la gauche derrière le candidat le mieux placé. Dimanche soir, la France doit pouvoir compter sur de nouvelles majorités de gauche avec davantage de conseillers généraux communistes.

Ils seront des points d'appui importants pour contribuer à amplifier les batailles politiques et sociales pour faire reculer l'UMP, à construire et faire grandir le projet à gauche susceptible de répondre aux attentes de celles et ceux qui ont besoin du changement, du militant le plus enthousiaste à l'abstentionniste le plus déçu par la politique actuelle.



### Tirer des enseignements de la catastrophe au Japon

Au bilan humain dramatique du séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon, l'accident nucléaire s'ajoute à la catastrophe. L'incapacité des autorités japonaises à contrôler la situation, les menaces réelles d'un rejet massif de radioactivité dans l'atmosphère ne sont pas sans rappeler d'autres catastrophes nucléaires comme Tchernobyl. Le parallèle est exagéré mais il n'est plus hors de propos si les hypothèses pessimistes se confirment. Des centaines de milliers de personnes réfugiées, des millions de sinistrés guettent avec angoisse la

rose des vents. L'urgence est bien d'apporter au peuple japonais toute l'aide possible. Les pays qui maîtrisent l'énergie nucléaire civile s'y sont engagés. Les leçons de ce qui ajoute une tragédie au désastre devront être tirées. S'il est trop tôt aujourd'hui pour cela, il reste qu'il faudra s'assurer qu'ailleurs, dans notre pays en particulier, la conception des centrales nucléaires ne les rend pas fragiles face au risque naturel.

**L'heure n'est pas à l'amalgame et à l'instrumentalisation d'un débat à des fins politiques.** Il faudra se poser les vraies questions et notamment celle-ci : est-il possible de laisser une technologie aussi sensible aux mains de multinationales ou de



fonds d'investissement uniquement motivés par le profit ? L'obsession de la rentabilité n'a pas épargné les sociétés privées japonaises en charge de ces secteurs. Le recours à une sous-traitance mal payée, mal formée et mal protégée pour la maintenance et l'entretien de nos installations témoigne des conséquences des

logiques de rentabilité qui prévalent. Enfin, le fanatisme dé-régulateur qui anime la commission de Bruxelles ne poussera-t-il pas à la faute des opérateurs impliqués dans une concurrence sauvage ? Voilà pour les communistes les termes d'un débat qu'il est nécessaire d'avoir au-delà des postures politiques

### De vous à moi...

De toutes les unités de mesure, l'unité de masse est la seule à être encore définie par un objet unique, un cylindre de platine qui maigrit inexorablement.

Or, comble de malchance, il n'y a pas que le cylindre sur lequel est basée l'unité de masse qui s'érode, c'est aussi le cas de la part des salaires dans la valeur ajoutée ! **Alors que les entreprises du CAC 40 ont réalisées plus de 80 milliards d'euros de bénéfices les salaires, quant à eux, sont loin de grimper !!!** Et oui Monsieur Sarkozy et Mme Parisot, malgré cette embellie pour les action-

naires, pour les salariés, c'est toujours la galère.

A l'heure des NAO (négociations annuelles obligatoires) les patrons ne se sont pas montrés particulièrement généreux et quand bien même cela a été le cas, il a fallu que les salariés, en lançant des mouvements de grève, les y aident.

**Pour 2011, la masse des dividendes versés aux actionnaires devraient atteindre 40 milliards d'euros !** Une véritable injure dans un pays confronté au chômage, aux délocalisations et où les inégalités s'accroissent. De 63% dans la part de la valeur ajoutée en 1983 les

salaires ne représentaient plus que 58% en 2009 !

Quelque chose ne tourne pas rond au royaume du Medef : quand les entreprises du CAC 40 augmentent leurs profits de 85%, les salariés, en moyenne, ont vu leur salaire augmenter de 1,8% en 2010.

Une politique salariale qui ravit les patrons puisque pour le Medef, c'est à cause de salaires encore trop élevés que notre pays n'est pas suffisamment compétitif.

Alors oui, il n'y a pas que le cylindre de platine qui maigrit inexorablement, il y a aussi les salaires !!!



VITE LU  
VITE DIT

## Non à l'intervention en Libye

A l'annonce de la résolution de l'ONU autorisant toutes les mesures nécessaires pour limiter l'action de Kadhafi, la Fédération de Loire-Atlantique du PCF a réaffirmé son opposition totale à toute intervention militaire en Libye. Tout en condamnant le régime dictatorial et criminel du colonel libyen, le PCF 44 refuse que l'on puisse répondre à la guerre et au sang par la guerre et le sang ! C'est au peuple libyen de choisir sa propre destinée, non aux puissances occidentales de le faire pour elle. Aider les démocrates de ce pays ne doit pas passer par une escalade de la violence affirment les communistes de Loire-Atlantique.

## Cantonales 2011

### Le PCF dépasse les 5% dans 8 cantons de Loire-Atlantique

Le 1<sup>er</sup> tour des élections cantonales de 2011 aura été remarquable par un fort taux d'abstention et ce, en Loire-Atlantique comme dans toute la France. Dans notre département, la participation est en recul de près de 20 points par rapport à 2004 avec un taux de participation de plus de 42%. La faute en revient en partie à la droite qui a orchestré le silence autour de ces élections et joue dangereusement avec le FN depuis plusieurs semaines. Si la droite fait les frais de la politique antisociale de Sarkozy, le FN en forte progression dans toute la France progresse plus mollement



meilleur score sur la commune de Notre-Dame-des-Landes avec près de 20%. La gauche quant à elle, confirme son ancrage en Loire-Atlantique. Pour ce qui est du PCF, il

progresse dans nombre de cantons avec de très bons scores à Derval (10,91%) où les candidats réalisent même 40,96% sur la commune de St-Vincent-des-Landes, à St-Nazaire Ouest (8,98%), à Vertou (7,53%), à Riaillé (8,60%) où le candidat communiste était soutenu par le PS.

Les candidats que le parti communiste a présentés réalisent plus de 5% des suffrages dans huit des 29 cantons où ils étaient présents, contre 5 cantons en 2004. Ils dépassent même les 5% dans deux cantons nantais (le 5 (6,07%) et le 7 (5,27%)).

Départementalement, malgré un taux d'abstention de 57,96% les candidats PCF progressent en voix dans 11 cantons et en pourcentage dans 19 cantons.

Ainsi, le PCF atteint un score de 4,17% à ce scrutin contre 3,60% en 2004.

### Les scores des candidat(e)s présenté(e)s ou soutenu(e)s par le PCF en Loire-Atlantique :

Aigrefeuille-sur-Maine : 2,80%; Ancenis : 3,42%; Blain : 4,57%; Carquefou : 4,17%; Clisson : 2,42%; Derval : 10,91%; Guémené-Penfao : 2,56%; Herbignac : 4,10%; Le Loroux-Bottreau : 2,73%; Nantes-3 : 2,45%; Nantes-5 : 6,07%; Nantes-7 : 5,27%; Nantes-9 : 2,94%; Nantes-11 : 3,76%; Nort-sur-Erdre : 2,41%; Paimboeuf : 2,49%; Pornic : 2,22%; Riaillé : 8,60%; Rougé : 1,69%; Saint-Etienne-de-Montluc : 5,65%; Saint-Nazaire Est : 5,31%; Saint-Nazaire Ouest : 8,98%; Saint-Philbert-de Grand-Lieu : 2,30%; Savenay : 4,14%; Varades : 2,52%; Vertou : 7,53%; Saint-Herblain-Est : 3,61%; Orvault : 2,85%; La Baule-Escoubiac : 3,29%.

### Congrès de L'UD CGT 44 : le syndicat à l'offensive

A l'issue du dernier congrès de l'union départementale CGT, NLA a rencontré Marie Claude Robin réélue à la tête du syndicat.

NLA : Peux-tu faire le point sur les grands enjeux du précédent mandat ? Marie-Claude ROBIN : Le bilan des trois années passées est positif. Il y a eu la victoire aux élections prudhomales de décembre 2008 et une CGT très à l'offensive durant toute la campagne. Cela a été payant puisque nous sommes devenus la première organisation syndicale lors de ces élections. C'était une première grande victoire et le premier objectif atteint. Au delà de ces élections nous nous étions aussi fixés l'objectif de progresser en nombre de syndiqués et notamment dans les entreprises où nous étions peu implantés (les commerces, les services...). En 2009 et 2010 nous avons progressé, une année moyenne nous réalisons autour de 900 adhésions mais sur ces deux années nous avons dépassé les 1200. Cela prouve que le travail que l'on a mené, les luttes, ont porté ce phénomène d'adhésion et que la CGT a une écoute, une confiance qui s'accroît. Nous voulions atteindre les 20000 syndiqués sur le département et nous en sommes aujourd'hui à 19000. Si l'on considère les 400000 salariés du département nous avons encore une marge de progression. Dans le bilan également, il y a eu l'organisation de congrès confédéral qui a été un gros challenge pour nous. Cela a demandé beaucoup d'investissement, les syndicats, les camarades se sont engagés et ce congrès a été réussi. Et puis, il y a eu également, la lutte pour les retraites et la construction de l'intersyndicale dans le département. Une construction pas toujours simple notamment avec FO qui a toujours été à côté et qui a essayé de tirer d'autres organisations en dehors. A la CGT

nous avons toujours maintenu notre objectif qui était de rassembler le plus possible. Si nous cassions l'intersyndicale nous cassions le mouvement social et cela aurait divisé les salariés. Le mouvement de lutte contre la réforme des retraites a été exceptionnel, nous n'avons jamais connu des manifestations de cet ordre dans le département. L'écueil tient du fait que nous n'avons pas réussi à entraîner un grand mouvement d'ensemble dans toutes les entreprises. Il y a aussi tellement de salariés isolés, de précarité, ce n'est pas facile de se mettre en grève pendant des jours et des jours et le patronat le sait bien, s'il met en place une précarité permanente, par l'intérim, la stagiairisation, ce n'est pas un hasard. Il y a aussi, dans notre bilan, toute la bataille aux chantiers navals. Une bagarre autour de la défense de la filière navale avec des manifestations intersyndicales en 2008 et 2009 pour défendre l'emploi industriel sur le bassin de St-Nazaire. Nous sommes également vigilants au maintien de la piste sur le site d'airbus sans laquelle ce site sera en danger. L'emploi industriel est une préoccupation du mandat précédent comme de celui à venir. Nous avons vu un certain nombre d'entreprises disparaître, d'autres restreindre leur activité, un bassin économique ne peut pas vivre sans son industrie. Bien entendu nous n'oublions pas les services publics, il y a eu la mise en place de la RGPP dans le précédent mandat avec différentes conséquences sur l'emploi dans la fonction publique.

NLA : Pour ce qui est du mouvement des retraites, comment poursuivre le combat ???

MCR : Pour la CGT ce n'est pas fini, d'ailleurs la loi ne s'appliquera qu'au 1<sup>er</sup> juillet. Et puis, il y a le dossier concernant l'AGIRC et l'ARRCO, les propositions du Medef ne nous conviennent

pas du tout : le regroupement des deux organismes, le recul du droit à ces retraites complémentaires la diminution des bonifications pour les mères de famille... Il y a également la question de la pénibilité, beaucoup de métiers sont concernés, les portuaires, les métiers de la construction. La CGT propose une journée d'action le 28 avril pour obtenir une vraie prise en compte de cette pénibilité. Il faut savoir que ce dossier aurait dû être clôturé avant la réforme des retraites, c'était dans la loi de 2003, le Medef devait négocier sur la pénibilité or il a toujours fait trainer les choses, il a de grande responsabilité sur le fait que cette question n'est pas encore réglée.

NLA : Peux-tu nous présenter la nouvelle direction départementale ?

MCR : Nous avons renouvelé notre commission exécutive à 50% et nous sommes passés de 56 membres à 41, c'était une volonté de la direction sortante de réduire cette commission pour que chaque membre puisse mieux s'investir dans son mandat. De cette commission exécutive a été élu un secrétariat de neuf membres dont 5 femmes et 4 hommes représentatif de la diversité du salariat.

NLA : Quelle sont les grandes orientations pour les années à venir ?

MCR : Nous avons une échéance en 2012 avec des élections professionnelles dans les très petites entreprises où nous sommes peu implantés alors qu'au niveau national ces salariés sont 4,2 millions. Notre objectif est de nous implanter dans tous ces secteurs où les salariés sont souvent isolés et confrontés à la précarité. Nous porterons aussi un effort pour continuer notre travail de syndicalisation et dans le cadre de nos orientations confédérales nous réfléchissons



à notre structuration interne avec des congrès de syndicats toute l'année 2011. Le but est de réfléchir au périmètre du syndicat, à qui on s'adresse dans les entreprises. Par exemple aux chantiers navals, il y a des salariés à statut sous convention collective STX, des intérimaires, des sous-traitants, des stagiaires... nous entamons une réflexion pour savoir comment nous devons nous organiser dans une entreprise comme celle-ci. De même pour le territoire, sur le précédent mandat nous avons relancé les UL de Clisson et de Paimboeuf, ce sont de petites UL mais qui rayonnent, la question est, quelle organisation pour rayonner sur tout le département. Nous réfléchissons à notre future implantation dans des projets comme celui du nouvel aéroport. Quand ce chantier va démarrer il y aura de nombreux salariés, dès le premier coup de pelle nous mettrons en place un lieu d'accueil des salariés afin de défendre leur droit. Et puis, la période de crise que nous vivons est loin d'être finie, les financiers s'en sortent, le Cac 40 s'envole, les banques se portent bien mais pas les salariés. Il y a de plus en plus de salariés pauvres, mais depuis le conflit des retraites ils se battent et notamment sur la question des salaires (à la DCNS, Waterman, Manitou, Arcelor, Tipiak...). Il y a vraiment besoin d'une autre répartition des richesses dans ce pays, et d'une remise en cause des conditions de travail.



# Le dossier.

## Santé — Protection sociale

### En grand danger !

#### ■ Le 2 avril, toutes et tous dans l'action !



La loi « Hôpital, patients, santé et territoires » se met en œuvre par ses serviteurs zélés que sont les Directeurs généraux des Agences régionales de santé (ARS). Chaque semaine a son lot de fermetures d'activité, de regroupement de service voire d'établissement, de décisions autoritaires et arbitraires qui à chaque fois se traduisent par une diminution de la réponse aux besoins de la population. La mise en œuvre de la loi est aussi marquée par un recul démocratique réel alimentant du coup l'aspiration des professionnels et des usagers à être entendu. **C'est tout le service public de santé qui est attaqué.** Les privatisations, les restes à charge pour les usagers, les privatisations sous de multiples formes, la mise en cause de la psychiatrie publique, les coups sont nombreux et remettent en cause le droit à la santé. Les projets gouvernementaux portent des visées destructrices de la sécurité sociale avec la volonté de remettre en cause les principes de la sécurité sociale solidaire. **Il est urgent d'agir, de se rassembler !** Un appel très large d'organisations associatives, syndicales et politiques représentant d'usagers, de personnels et d'élus a lancé un appel pour une journée nationale d'action unitaire dans toutes les régions. Le Parti communiste est clairement engagé dans cet appel et agit pour le suc-

cès de cette initiative. En effet, la casse de la santé est la conséquence des décisions politiques de ces dernières années avec notamment la diminution des dépenses remboursées. **D'autres choix sont possibles autour des principes suivants : Mettre la réponse au besoin de la population au cœur du dispositif, démocratiser le système de santé, privilégier la prévention, défendre et promouvoir le service public, mettre en place un véritable plan emploi/formation...**

**Le 2 avril, nous en serons !**

#### Des attaques multiples...

- Franchises médicales, déremboursement et dépasement d'honoraires qui remettent en cause l'accès aux soins pour un nombre de plus en plus grand d'usagers : **la moyenne du reste à charge est estimée en 2008 à 700€ par an et par personne.**
- **Le malaise est profond chez les cadres du CHU de Nantes** qui dénoncent leurs conditions de travail.
- **René-Gauducheau** : grève sur fond de fusion, croissance de l'activité en 2010 de 12% sans augmentation de personnel.
- **Une répartition inquiétante de l'offre de soins** sur tout le territoire (médecins généralistes, Etablissements de santé...)
- **22 de tension** : une journée pour exprimer le contexte de dégradation et de tension des conditions de vie au travail vécues par les salariés et les agents à l'appel des fédérations CGT Santé Action sociale et CFDT Santé-Sociaux.

#### La dépendance, parlons-en !

Après la « contre réforme » des retraites, Président de la République a précisé les axes de la nouvelle campagne gouvernementale. Il a ouvert le débat sur le rôle que doivent jouer les mutuelles, les com-

pagnies d'assurance et les organismes de prévoyance dans le dossier de la dépendance. L'Union syndicale des retraités de Nantes estime, à contrario, que « le risque concerne tous les Français quelque soit l'âge, même s'il se concrétise plutôt dans le grand âge. » L'aide à l'autonomie doit relever de la solidarité nationale ! **Le PCF conteste le « scénario catastrophe » orchestré par le pou-**

#### Psychiatrie : une discipline au service des patients et non un outil de contrôle social au service du ministère de l'intérieur.

**voir et le Medef aux seules fins de justifier le recours à l'assurantiel !**

Une personne sur trois souffrira d'un trouble psychique au cours de sa vie. Cela montre la nécessité **d'augmenter les moyens dévolus à la psychiatrie qui sont nettement insuffisants pour garantir à tous des soins optimaux dispensés par des soignants qualifiés dans des structures de proximité.** Or, le projet de loi en débat à l'Assemblée nationale est une nouvelle loi sécuritaire concernant la psychiatrie. En s'appuyant sur des faits extrêmement dramatiques, le gouvernement voudrait nous faire croire que "Malade mental = dangereux criminel". Il s'agit de faire passer les missions de la psychiatrie d'une dynamique de soins à une logique



## Ils ont dit !

### ■ L'hôpital public est malade !

C'est le constat que fait la CGT : Il est malade des premières conséquences de la mise en place de la loi Bachelot dite Hôpital Patient Santé Territoire qui a créé une organisation de l'hôpital de type privé avec la mise en place de pôle par grand secteur d'activité. Le directeur devient un chef d'entreprise qui d'ailleurs peut maintenant venir du secteur privé sanitaire voire du secteur commercial. Les pôles sont mis en concurrence. Le conseil d'administration de l'hôpital devient un conseil de surveillance sans pouvoir.

La mise en place du nouveau système de financement de la tarification à l'activité vient lui aussi renforcer ce mécanisme de remise en cause du service public. Ce mécanisme contraint l'hôpital à choisir les patients dits rentables financièrement et à délaisser ceux non rentables alors que le rôle fondamental de l'hôpital public est de soi-

gnier tous les patients qu'elle que soient leur origine, leur revenu, leur pathologie. **Cette logique de rentabilité de la santé est en totale contradiction et incompatible avec l'éthique des soignants.**

**Aujourd'hui plus de 75% des hôpitaux connaissent des situations budgétaires déficitaires avec des plans d'économie.**

Ce sont toujours les mêmes recettes qui sont utilisées : suppression de lits, baisse des remplacements, remise en cause du temps partiel, gel de postes médicaux ou paramédicaux... et cela se termine toujours par une baisse des effectifs, une dégradation des conditions de travail et l'abandon de secteurs d'activité que récupère le secteur privé.

**La psychiatrie est aussi touchée avec la mise**

**en place de loi liberticide** pour les patients avec un gouvernement et un président qui stigmatise le malade mental, le faisant passer pour un délinquant. Cela est intolérable.

**Le secteur d'hébergement des personnes âgées**, lui aussi est en grande difficulté alors qu'il faudrait un ratio d'un soignant par résident, de nombreuses maisons de retraites sont plus proches de 0.4 soignant par résident. La prise en charge des résidents est souvent insuffisante et trop souvent le temps d'écoute, d'accompagnement au quotidien sont mis à mal.

**Les questions de santé, de la prise en charge de la personne âgée et du handicap sont souvent révélatrices de l'état d'une société et nous pouvons dire aujourd'hui que la situation dans la santé est très préoccupante.**

Dominique GUIHARD  
Coordinateur régional CGT santé et action sociale

### ■ CHU sur l'île de Nantes : l'avenir de l'hôpital public en question.

La région nantaise nécessite un pôle développant l'hôpital public et la recherche dimensionnée pour répondre à tous les soins dont la population a besoin. La vétusté du CHU est un point incontestable. Nos concitoyens désirent un hôpital moderne, accessible à tous et au cœur de l'agglomération. Les plateaux médicaux techniques sont appelés à être regroupés pour une plus grande



efficacité dans les soins et une mutualisation des moyens. Mais le CHU doit pouvoir maintenir l'offre de soins et sortir les clients captifs du privé. Nous sommes confrontés au plan Hôpital 2012 qui instaure une offre de soins réduite où les

missions de service public sont confiées aux cliniques. Les élus communistes contestent cette logique qui conduit à ce que ces dernières constituent 41 % du parc hospitalier de la métropole nantaise. Réduire le nombre de lits à l'occasion de ce transfert serait une aberration. L'implantation sur l'île de Nantes suppose enfin une meilleure accessibilité ce qui renforce l'exigence de transports en commun en site propre.

Yann VINCE  
Président du groupe communiste Nantes Métropole

### ■ Santé en Danger

2 avril, 14h30

#### Devant le CHU de Nantes

**Journée d'action pour porter un message clair auprès des Agences Régionales de Santé (ARS) et informer les usagers-citoyens sur l'effondrement progressif de notre système de santé.**

AC, ADSP, ALFA, ATTAC, CN, CSF, EGSP85, FSU, LDH, MPF, NPA, PCF, SMG, SNPHAR, Sauvons la Maison de la Naissance, Sud Santé Sociaux 44, Solidaires...



# Le social au cœur.

## PRENONS NOTE...

### Seita - Lutte gagnante

La CGT revient sur l'impact de la lutte lors des NAO 2011. L'octroi d'une prime de frais de transport annuelle de 100€ net de toutes charges et impôts sur le revenu, bénéficie à 307 salariés à Nantes. Elle représente l'équivalent de 1,1 point mensuel ou 0,3% de hausse. L'ouverture de négociation sera effectuée en cours d'année dans l'hypothèse où le maintien du pouvoir d'achat d'une au moins des catégories d'emploi ne serait plus assurée en raison de l'inflation. Des mesures obtenues en plus de celles de hausses du point de la prime annuelle par le rapport de force !

### Préalable à l'adhésion de la Turquie

Le Parlement européen a voté début mars le rapport d'étape 2010 sur la Turquie. Le député du GUE/NGL **Takis Hadjigeorgiou** (Chypre) a déclaré: "Nous soutenons l'adhésion de la Turquie mais nous soulignons la nécessité de répondre à tous les critères de Copenhague et obligations à l'égard de l'Union européenne et de ses États membres, comme tout autre pays candidat. Sur les questions fondamentales comme celles des droits des travailleurs et des droits et libertés des syndicats, des droits des femmes et la protection des libertés fondamentales, la Turquie doit respecter le droit international. Beaucoup reste à faire de la part de la Turquie, comme la réalisation d'une solution politique efficace au problème kurde, la reconnaissance du génocide arménien, la normalisation des relations avec les pays voisins et la fin de l'occupation de la République de Chypre".

### Communautés roms et sintis

Le vote du 9 mars sur la stratégie de l'UE sur l'intégration des Roms est un grand pas en avant vers l'abolition de la discrimination systématique et de la stigmatisation d'une grande partie des 10 à 12 millions de Roms d'Europe, mais il convient de renforcer la législation sur l'égalité. Il faut des règles contraignantes pour tous les États membres. Cela comprend le respect strict du droit à la liberté de circulation et l'égalité d'accès à l'éducation, la santé et les services sociaux. La stigmatisation des communautés roms et sintis ne changera pas si nous ne faisons pas de la lutte contre le racisme dans toute l'Europe une mission clé pour l'Union européenne. Les discours haineux, le profilage ethnique et la prise d'empreintes illégales sont et doivent être considérés, comme des violations des droits fondamentaux.

### Forum Social de Dakar

Des militants associatifs de Saint Nazaire ont participé au Forum Social Mondial début février. Celui-ci se tenait pour la première fois en Afrique Ceci a conféré une importance particulière à certains thèmes travaillés : la place des femmes, la soi-disant 'dette', la crise, l'accapement des terres agricoles et la spéculation sur les denrées alimentaires, les migrations... Il a également été fortement marqué par les espoirs de démocratie et de paix suscités par les révolutions tunisienne et égyptienne. Une rencontre débat est organisée mercredi 30 mars - 20h30 à l'Agora de Saint Nazaire, 2 bis rue Albert de Mun. A l'invitation de : Artisans du Monde, Attac, Femmes solidaires, le Mrap et Le Mouvement de la paix.

### Une guerre désintéressée ?

2ème producteur d'Afrique et plus grand fournisseur de pétrole pour les pays Européens, la Libye détient des réserves pétrolières se situant entre 29,5 et 45 milliards de barils, c'est-à-dire les premières réserves pétrolières en Afrique !

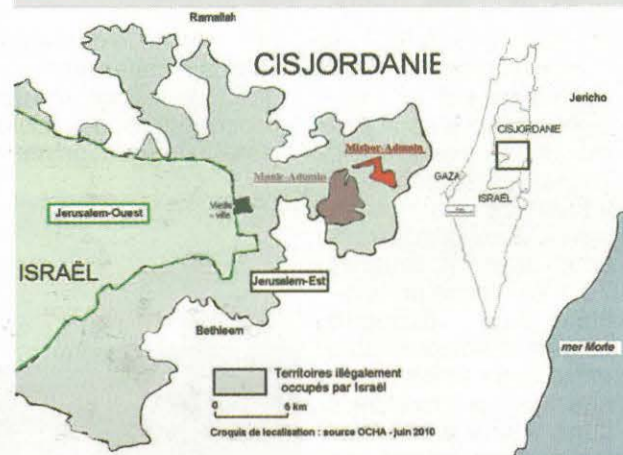
## DCNS : plus forts pour combattre la privatisation

Pour obtenir l'augmentation des salaires, le personnel a dû mener une lutte déterminée, alors que la société a réalisé des bénéfices conséquents et distribué plus de 70 millions d'euros à ses actionnaires en 2010. Depuis le 1er février, arrêts de travail et occupation de sites, comme les bureaux de la direction à INDRET, ont fait plier la direction de l'industriel naval militaire. L'accord prévoit 1,7 % d'augmentation générale pour tous les ouvriers, techniciens et agents de maîtrise. Une augmentation garantie de 1,9 % est prévue pour les bas salaires. Les salariés ont également obtenu une prime d'intéressement supplémentaire de 300 €, soit une prime globale de 1 229 €, « au titre du contrat Brésil et des bons résultats financiers de 2010 ».

Le conflit salarial à peine réglé, les syndicats de DCNS héritent de nouveaux coups tordus. En présentant ses résultats pour 2010, marqués par un chiffre d'affaires record, Dassault Aviation s'est montré ouvert à une prise de contrôle du chantier naval militaire par le groupe Thales, qu'il contrôle en partie. Ce qui reviendrait à privatiser les ex-arsenaux de la marine, près de quatre cents ans après leur création. Thales est actionnaire de DCNS à hauteur de 25 %, le solde étant dans les mains de l'Etat. Le groupe d'électronique dispose jusqu'en mars 2012 d'une option lui permettant de monter à 35 %, à des conditions de prix déjà fixées. Le PDG de Dassault a demandé à ce que l'on étudie la possibilité d'aller au-delà de 51 %. Depuis 2003, le groupe naval a pris le statut de société de droit privé à capitaux publics. Nouvelle étape en 2007, avec la prise de participation minoritaire de Thales. Compte tenu de la proximité de l'élection présidentielle, la décision d'enclencher ou non la privatisation de DCNS reviendra très probablement au prochain gouvernement. D'autant que, pour Dassault, il y a un « obstacle » préalable à lever : celui des 5.000 ouvriers d'Etat que compte DCNS, sur un effectif de 12.500 personnes...

Gageons que sa victoire sur les salaires va renforcer l'aptitude des salariés à ne pas laisser faire...

## L'AFPS 44 assignée en référé



Avec plusieurs organisations de la plateforme nantaise des ONG pour la Palestine, l'AFPS appelle les consommateurs à boycotter les produits des colonies israéliennes. En effet, l'implantation de colonies de peuplement sur un territoire occupé militairement et la mise en place par la puissance occupante d'une activité économique sur ces territoires, sont illégales au regard du droit international. Ces produits des colonies israéliennes sont en général étiquetés **fraudemment** "Made in Israël". Il en est ainsi d'un appareil à gazéifier l'eau du robinet "Soda stream" fabriqué à MISHOR ADUMIM, zone industrielle d'une grande colonie à l'est de Jérusalem, près de Jéricho, dans une usine implantée illégalement au regard du droit international et dont les patrons bénéficient par ailleurs de beaucoup d'avantages de la part du gouverne-

ment israélien... Qui plus est, rappelons que l'accord d'association Union Européenne-Israël de 1995 permet aux produits israéliens de bénéficier d'une exemption totale de taxes douanières à l'importation dans les pays de l'Union... En novembre 2010, après avoir envoyé de nombreux courriers à la direction de la société OPM à Nantes-Est qui importe ces produits, l'AFPS a organisé un rassemblement devant cette entreprise pour rappeler au directeur l'illégalité de ces importations au regard du droit international. Une plainte a également été déposée contre un magasin de Montpellier par une consommatrice soutenue par l'INDECOSA - CGT et l'AFPS... La Société OPM contre-attaque en ASSI-GNANT L'AFPS EN REFERE pour "trouble manifestement illicite" Elle réclame entre autres 3500 € de dommages...

## ECOLE SANS RACISME

L'année dernière la Fédération LEO LAGRANGE labellisait le collège PIERRE NORANGE de Saint Nazaire comme ECOLE SANS RACISME, 1er établissement labellisé en Pays de la Loire. Valorisant l'engagement de l'établissement scolaire pour son vivre ensemble, les actions menées et à venir autour de la lutte contre les discriminations, le partenariat actif entre Education Nationale



SANS RACISME, et afin de montrer que cette dynamique se veut pérenne. Etendre cette démarche à d'autres établissements : écoles, services publics, entreprises, commerces..., la matérialiser par une plaque bien en évidence pour les salariés et visiteurs, ça vaudrait bien mieux qu'un débat sur la « laïcité » sauce Sarkozy, non ?



# Evènements, culture, idées.

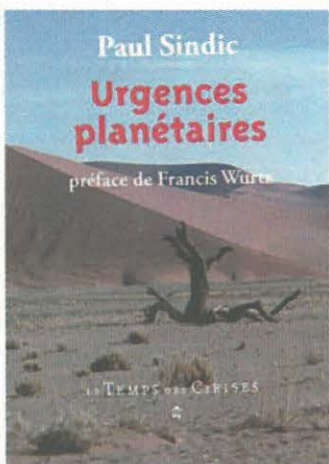
## Écologie et communisme : des combats d'aujourd'hui

par Paul Sindic \*

Les termes écologie et communisme ont, depuis près d'une trentaine d'années, paru relever d'univers idéologiques différents. A la naissance des mouvements écologistes français, dans les années 70, il existait la possibilité d'un dialogue fécond et indispensable entre deux volontés de changer le monde : l'une visant à changer les rapports de l'homme avec la nature, l'autre à remplacer la logique du profit par celle de la satisfaction des besoins humains essentiels.

Les communistes considéraient que le combat essentiel était d'arracher le pouvoir au capital, les autres étant secondaires et facilement gagnés après. La réserve communiste s'est accrue au fil des positions politiques prises par le courant écologique dominant. "Ni droite ni gauche", la première avancée, reposait sur le raisonnement simpliste que capitalisme et socialisme à la soviétique ayant commis de graves atteintes à l'environnement, l'écologie devait se situer au dessus des choix politiques habituels. Les autres thèmes identitaires ; décroissance économique, anti-productivisme, changement d'attitude individuelle (manger bio, faire du vélo), une passion anti nucléaire civil, etc., sont marqués par une sensibilité social-démocrate majoritaire. Le capitalisme n'est pas remis en question. Il s'agit de le réfor-

mer, non de le dépasser. Citons également l'inadéquation flagrante des préconisations écologistes à la situation réelle



des couches populaires dans notre pays et à celle de la majorité misérable de la population planétaire. Les salariés mal payés, les précaires, chômeurs n'achètent pas de la nourriture bio, tout simplement parce qu'elle est plus chère. Pour le milliard d'êtres humains qui ont faim, le problème n'est pas de manger bio, mais de manger tout court. Les trois milliards d'êtres humains qui vivent dans la misère ont, eux, un impérieux besoin de croissance économique matérielle.

Ces contraintes réelles de la durabilité sont : la minimisation des prélèvements sur les ressources naturelles épuisables ; la gestion la plus économe possible des ressources naturelles renouvelables et la réduction drastique des atteintes à l'environnement, toutes choses qui ne sont pas incompatibles avec un niveau stable de richesses créées, voire avec leur accroissement.

L'anti-productivisme, lui, se réfère à une obsession de produire qui dans notre pays n'existe plus. L'activité matérielle de produire est de plus en plus sous-traitée ou délocalisée. L'obsession est plutôt de vendre, grâce au pilonnage publicitaire, à l'obsolescence artificielle des produits, pour accélérer les cycles de profits toujours plus élevés, voire d'abandonner les activités productives pour des activités financières bien plus rentables. Le danger réel actuel est à l'inverse du productivisme. Les déclinés de l'investissement et de l'emploi industriels s'ils persistaient, aboutiraient à une incapacité française à faire face aux contraintes nationales et planétaires de la durabilité.

Enfin, l'électricité de notre pays, bon marché, est déjà décarbonée à 90%. C'est un atout pour affronter la contrainte élevée de diminuer de 80% les émissions de CO2 d'ici 2050. La vraie bataille de la sûreté nucléaire n'est pas une question technique, mais une lutte contre toute pénétration de la gestion capitaliste dans ce domaine sensible. D'où la nécessité absolue d'une maîtrise publique, mais aussi de mécanismes internationaux de contrôle très stricts. Or, le courant écologiste français est pour l'instant totalement hostile à ce combat.

Enfin, relever les défis planétaires va nécessiter, dans les prochaines décennies, d'énormes investissements. Or, ils ne sont pas "rentables" au sens capitaliste du terme et le capitalisme financier mondialisé refuse en fait de les assumer, ainsi que les prélèvements publics sur les richesses créées. Les diversions du "capitalisme vert" où des niches artificielles de rentabilité élevée sont créées à coup de subventions publiques (éolien ou photovoltaïque) servent à dissimuler cette réalité fondamentale. Le dépassement, national et planétaire de la logique capitaliste de l'accumulation de profits privés au bénéfice de celle du "développement humain durable", doit conjuguer satisfaction des besoins essentiels de tous les êtres humains, potentialités d'épanouissement individuel et respect des contraintes de la "durabilité". Il doit donc marier problématiques écologiques et processus d'avancées vers une nouvelle société humaine, qualitative-ment supérieure, "communisme" au sens premier de ce terme. C'est un immense défi, mais combien exaltant à relever.

\* Extraits d'un article publié dans la Revue du Projet du PCF n°4 de mars 2011. Paul Sindic est également l'auteur du livre, "Urgences planétaires", préfacé par F. Wurtz, Ed. Le Temps des Cerises, 2010, 14 €.

## LIRE

### L'écologie bobo étrillée

L'auteur nous prévient : « Un voisin durable, c'est un voisin qui trie ses déchets et me surveille pour que j'en fasse autant. Une amitié durable, c'est une amitié où l'on ne met pas en danger l'avenir de la planète, même en paroles. On évite d'aborder les sujets qui fâchent. On gobe le discours moralisateur avec le sourire. On accepte l'opportunisme marchand en ouvrant son portefeuille. On se garde de penser sans gourou, sans nounou. On se retient. Ce livre raconte comment je ne me suis pas retenu ».

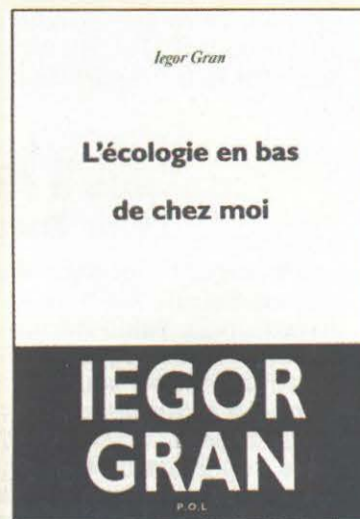
Car Iégor Gran se fait ici le porte-parole inspiré d'un ras le bol qui monte. Comment les Français, ce peuple frondeur - au moins en paroles, sinon en actes -, en sont-ils arrivés à se plier au rite postmoderne des "petits gestes du quotidien pour sauver la planète", à cette orgie du bien pratiqué à dose homéopathique, mais imposé massivement à tout le monde ?

Dans ce déferlement de bonne conscience, le plus terrible est que l'on nous pousse à ne plus penser, à mettre un sérieux bémol à la culture et à la civilisation, au nom d'un danger imminent, d'un alarmisme généralisé. « Il est entendu que l'écologie est une obligation collective, unissant dans un effort commun le jeune et le vieux, le malade et le bien portant, l'obsédé et le chaste, le bac moins cinq et le normalien, le riche et le pauvre, le chauve et le poilu, par-delà nos différences de culture, de bêtise et de libido ».

Et comme le "développement durable" est une idéologie très transversale, il permet à l'auteur d'aborder chemin faisant les sujets aussi variés et passionnés que les limites de la science, l'opportunisme politique, l'économie de marché, les rapports Nord-Sud, l'avenir de la civilisation, le rapport aux croyances, le rôle de la culture, etc.

Iégor Gran décrypte certains abysmes de la bêtise humaine : son récit d'une visite au salon "Planète durable" est digne de Desproges. Inattendu, jubilatoire, vengeur et salutaire.

Iégor Gran, L'Écologie en bas de chez moi, Ed. P.O.L., 2011, 224 p., 15,5 €



## VOIR...



### Les Naufragés du Fol espoir

Autour d'Ariane Mnouchkine et du Théâtre du Soleil, un cycle de rencontres sur "les Naufragés du Fol espoir", de mars à mai 2011. Ariane Mnouchkine investit le parc des expositions de la Beaujoire pour présenter "Naufragés du Fol espoir", une création collective du Théâtre du Soleil coécrite avec Hélène Cixous.

Avec, jusqu'au dimanche 22 mai 2011, de multiples rencontres, débats, projections proposés par l'ensemble des partenaires nantais du projet... Autant de bonheur et d'intelligence à partager autour de deux œuvres exceptionnelles, marquées de l'empreinte de leurs créateurs : Jules Verne et Ariane Mnouchkine qui s'est librement inspirée d'un mystérieux roman posthume de l'auteur des Voyages extraordinaires. [www.theatre-du-soleil.fr](http://www.theatre-du-soleil.fr) et <http://www.exponentes.com/>

## MÉDIAS

### La Revue du Projet

Depuis plusieurs mois on peut accéder en ligne sur le site national du PCF à la Revue du Projet, "revue théorique mensuelle du PCF", une publication numérique d'une grande richesse et d'un haut intérêt (<http://projet.pcf.fr/>). Comme le soulignait P.Bessac dans le 1er numéro, en octobre 2010, "la revue a fait le choix d'un grand dossier, constitué de points de vue assumés par leurs auteurs. Le but est d'ouvrir un débat puis deux mois

après de produire une synthèse, une "fiche" politique sur le sujet, proposant un positionnement pour notre parti et ainsi la construction de points de vue et de propositions partagées." Les six premiers numéros ont abordé les sujets suivants : n°1 : La sécurité n°2 : Les services publics n°3 : Quelle école pour aujourd'hui et pour demain ? n°4 : Comment changer dans la mondialisation ?

n°5 : La gauche et l'avenir ? n°6 : Ecolocommunistes, sans complexe ! Lire page 8 Autre objectif : "Nous publions les notes des secteurs de travail nationaux. Le fait est que de nombreux secteurs de travail produisent et que ce travail n'est connu de personne". Enfin, la Revue du Projet vient de rencontrer une représentante de Médiapart, le site d'information dirigé par Edwy Plenel, afin d'entamer une collaboration. Depuis quelques jours, la Revue du Projet dispose ainsi d'un espace de rédaction dans lequel elle publie une sélection de ses articles principaux. Une manière de confronter ses écrits à la sagacité des Internauts visitant de Médiapart.





## près de vous

### Région

« L'éducation est notre avenir »

C'est ce que pense Véronique Mahé conseillère régionale communiste.

Alors qu'elle déplore la casse du service d'éducation avec 71 suppressions de poste dans la région des pays de la Loire pour 4700 élèves supplémentaires, elle souligne que « la région a pour priorité la réduction des inégalités avec une nouvelle avancée dans la gratuité [...] par la mise en œuvre du dispositif d'équipements numériques pour les lycéens socialement démunis avec la mise à disposition d'un ordinateur aux élèves et apprentis les plus démunis ».

### Rezé

**Déplacement : pour la complémentarité des modes de transport**

Au dernier conseil municipal de Rezé, Yann Vince a indiqué partager les objectifs du plan de déplacement urbain de Nantes Métropole à l'horizon 2015. Il a rappelé que « les communistes ont toujours été d'ardents défenseurs d'une politique volontariste en matière de transport » en réclamant de porter le versement transport à son taux maximum. Il a également insisté sur le fait que les élus communistes étaient favorables à l'extension des lignes en site propre (notamment sur l'île de Nantes), souhaitant que le boulevard Mendès France soit privilégié dans la perspective d'une liaison entre les lignes 4 de busway et 3 de tramway. L'élu porte également l'importance d'une réflexion pour permettre la complémentarité des modes de transports (bus, fluvial, déplacements doux, voiture...), c'est pour lui, un vrai enjeu de développement pour le Sud-Loire.

### Indre

**La municipalité vient en aide à 5 familles Rom**



A Indre, cinq familles rom, vont intégrer un logement, avant la fin du mois mars.

Afin que ces cinq familles puissent redémarrer au mieux, la municipalité de gauche a aménagé cinq mobil homes pour qu'elles aient des conditions de vie décentes. Électricité, chauffage et eau courante, entre autres, ont été installés.

Malheureusement insiste René Oyer, adjoint communiste de la ville, les autres familles sont toujours sous le coup d'une expulsion à partir du 1er Juillet et les autres municipalités, ne se bousculent pas, pour régler leur situation.

## L'invité

### Les élus communistes de Brière mobilisés pour leurs collectivités territoriales !

Autour de Marc Justy, président de l'ADECER 44 les élus communistes de Brière ont réaffirmé leur opposition à la réforme des collectivités locales. Sabine Mahé, Maire de Trignac; Véronique Mahé, conseillère régionale; Roger David, conseiller général ainsi qu'Hubert Delahaie, président du groupe communiste à la Carène n'ont pas manqué d'arguments contre une réforme dangereuse !

Comme l'a rappelé le président de l'ADECER : « La commune, le département, la région : c'est du concret : Les crèches, les écoles, la restauration scolaire, les équipements culturels et sociaux, les gymnases, les transports, le développement économique... ». Pour ces élus, le gel des ressources des collectivités va être préjudiciable pour l'emploi. Marc Justy insiste, les collectivités comptabilisent 1 800 000 emplois assurés par « des fonctionnaires sans lesquels il n'y aurait pas de services publics territoriaux » et, ajoute-t-il, « elles ont permis la création et le maintien de 850 000 emplois dans le secteur privé ». Cette réforme n'est pour lui qu'un prétexte à la casse de la fonction publique alors que comme il le remarque la mise en place de la RGPP n'a pas entraîné les gains de productivité attendus.

Pour Sabine Mahé, Maire de Trignac, les effets de la réforme se font déjà ressentir : « les désengagements de l'Etat, le gel de ses dotations vont nous obliger à décaler dans le temps, certaines réalisations ». Pourtant, à Trignac, des projets, la Mairie n'en manque pas pour « apporter des services irremplaçables à la population » : projet de rénovation urbaine du quartier de Certé et des services publics de proximité qui vont avec, médiathèque... Pour expliquer à la population les dommages de cette réforme, la municipalité prépare cette année un double budget : « le premier sera un budget solidaire, celui que nous aurions aimé voter si nos ressources l'avaient permis, le second sera un budget sincère et équilibré celui que la réforme nous oblige à mettre en œuvre », informe Sabine Mahé.

Roger David, enfonce le clou, à cause de cette réforme « entre un quart et un tiers des départements seraient en situation de faillite ». Une situation loin de s'améliorer avec la crise qui entraîne une hausse du nombre des bénéficiaires du RSA. Comme le rappelle le conseiller général, la dette de l'Etat vis-à-vis du département s'élevait à près de 500 millions d'euros en 2009. Il déplore également « le blocage des dotations jusqu'en 2014, la baisse des recettes fiscales propres aux départements avec la suppression de la TP ».

Véronique Mahé, quant à elle insistera sur la création du conseiller territorial qui siègera à la fois à la région et au département. Pour elle, avec ce nouvel élu, c'est la fin de la proximité avec les citoyens, du pluralisme politique et de la parité. Et cela, à cause du mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Comme l'évoquait Sabine Mahé à Trignac, malgré la réforme, la région « mène un combat politique pour avoir les moyens de servir ses concitoyens, et ne renonce pas à son ambition d'investissements utiles et de solidarité envers les citoyens et les territoires ».

Hubert Delahaie, élu à la Carène, insistera quant à lui sur l'importance des investissements et des services apportés à la population que ce soit en termes d'assainissement, de transport en commun, d'habitat... Tout ceci a pu se réaliser en préservant « l'indépendance et l'autonomie nécessaire au maintien d'une véritable démocratie communale » aujourd'hui remise en cause.

L'ensemble de ces élus communistes de Brière entendent ne pas renoncer et continuer le combat contre la destruction des collectivités et des services publics locaux.



## L'activité

### Nantes

**Protection des locataires en difficulté : Stop aux expulsions !**

Parce qu'elles frappent toujours les familles déjà dans les pires difficultés qu'elles aggravent encore, ces expulsions sont profondément injustes. Des rassemblements ont eu lieu à Nantes pour manifester leur opposition aux expulsions locatives.

J'ai été reçu par le Préfet, le 14 mars, avec des représentants de la CNL, CSF, LDH, DAL et PS pour exiger la fin de ces pratiques moyenâgeuses.

Inhumaine, injuste, cette violence d'un autre temps est aussi inefficace. Il n'est pas un seul exemple d'une expulsion sans relogement qui ait aidé une famille à surmonter ses difficultés. Les expulsions locatives révèlent une grave crise du logement dont sont victimes plusieurs millions de personnes. Les études de la fondation Abbé Pierre estiment à 3,5 millions le nombre de personnes mal logées.

Ce contexte illustre à quel point le droit au logement, pourtant inscrit dans le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, est, chaque jour, bafoué par l'Etat. L'Etat se désengage de l'accompagnement social, de la prévention des expulsions et de toute situation de mal logement.

Pour la mise en œuvre d'un réel service public du logement répondant efficacement aux besoins sociaux de tous, il faut une politique volontariste, notamment pour rendre effective la loi SRU.

Plus que jamais, la fin de la trêve hivernale repose la question de la nécessité de la création d'un réel service public du logement, pour mettre en œuvre ce droit, avec une sécurité sociale du logement garantissant le droit au logement pour tous, tout au long de la vie et une charge locative n'excédant pas 20 % des revenus des locataires. C'est le sens de la loi présentée par le groupe des sénateurs communistes : « Pour un droit universel au logement effectif ».

Marie Annick BENÂTRE



### Communauté de communes Loire et Sillon

**Quels contrôles pour les installations d'assainissement non collectifs ?**

A la communauté de communes Loire et Sillon, Jean-Yves Martin s'est opposé aux propositions de modification de règlement du SPANC (Service d'assainissement non collectif). En effet, l'élu communiste déplore la fréquence des contrôles des installations d'assainissement non collectifs : « En raccourcissant les délais de 8 à 4 ans, alors que la loi les allonge de 8 à 10 ans, le SPANC de Loire et Sillon ne fait pas preuve de pragmatisme, mais d'un zèle bien intempestif ». L'élu pose la question : « Pourquoi, alors qu'il y a déjà eu un premier contrôle (en 2006-2008), vouloir en faire quasi aussitôt un nouveau ? A moins qu'il ne s'agisse, avec cette précipitation et la répétition des contrôles, avant tout d'augmenter les rentrées de redevances pour équilibrer le budget du SPANC. Il est désormais en régie, certes, mais il s'oriente ainsi vers l'autofinancement bureaucratique, en donnant à penser que son objectif premier est d'abonder son budget sur le dos d'usagers "présomés coupables" à priori ». L'élu rappellera aussi une intervention d'André Chassigne à l'assemblée nationale qui déclarait que la périodicité des contrôles d'assainissement non collectif, supérieur à ce que la loi se l'impose, crée une situation qui « génère un sentiment d'injustice et de colère parmi les usagers ».

Jean-Yves Martin insiste, il ne votera pas un règlement « qui prétend appliquer la Loi Grenelle 2, mais s'éloigne à la fois de sa lettre (raccourcissement au lieu de rallongement de la fréquence des contrôles) et de son esprit "pragmatique".



## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



### Brière

**Mercredi 23 mars :** Soirée débat sur la réforme des collectivités à 18H30 à St Joachim.

### Elections cantonales

**Dimanche 27 mars :** 2<sup>ème</sup> tour des élections cantonales.

### Fédération

**Mardi 29 mars :** Réunion du conseil départemental à 18H30 à la fédération.

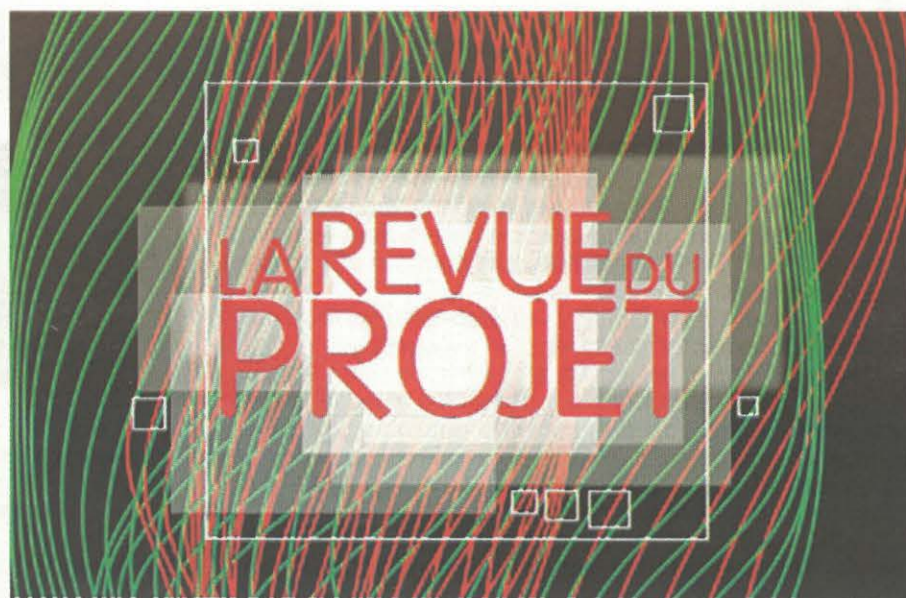
### Conseil national

**Samedi 2 avril :** Convention nationale sur l'Europe au siège du PCF à Paris.

### Huma café

**Vendredi 15 avril :** « le roman policier : d'Arsène Lupin de Fred Vargas » à 18H au salon de musique du Lieu Unique à Nantes.

## La revue du projet



Le numéro de mars de la revue du projet est paru. Pour ce numéro, la revue est consacrée à l'écologisme. Ce concept peut paraître contradictoire tant le **communisme est perçu comme un courant de pensée favorable à un productivisme démesuré, presque irrationnel et pourtant...** les choses ne sont pas toujours ce qu'elles semblent être. Pour bon nombre d'écologistes, la raréfaction des ressources, le réchauffement climatique, la pollution de l'air seraient dues à une activité humaine et économique trop importante, la théorie de la décroissance serait la solution, en produisant moins de biens matériels, notre belle planète bleue serait plus verte. La défense de l'environnement serait donc étroitement liée à la quantité et à l'évolution de richesses et de biens matériels produits. Autrement dit, notre qualité de vie dépendrait du taux de croissance ou de décroissance du Produit intérieur brut. Pourquoi pas mais ce point de vue libéral est-il compatible avec l'écologisme ? **Ne peut-on pas produire autrement, proprement, lier le développement social et humain au respect des écosystèmes et satisfaire les besoins de chacun sans pour autant détruire la planète ? Un autre type de développement, durable, humain et solidaire n'est-il pas la solution ?** Autant de questions auquel cette revue prétend verser des éléments au débat sans pour autant apporter toutes les réponses.

Cette revue est disponible sur le site internet du PCF et peut être éditée sur papier par demande auprès des sections ou de la fédération.

## Forum social de Dakar

Le comité nazairien du mouvement de la paix, ATTAC, le MRAP et Artisans du monde, organisent une soirée publique durant laquelle ils feront partager les enseignements du **Forum social mondial**. Ils ouvriront le débat sur des sujets totalement d'actualité : **migrations, droits des femmes, problèmes financiers mondiaux, dette, trafic d'armes, conflits, culture de paix.**

**Mercredi 30 mars  
À 20H00  
AGORA salle 7  
2 bis rue Albert de Mun à St Nazaire**

## « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU  
Commission paritaire : N° 0310 I 86504  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : SEM Locminé  
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU  
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55  
e-mail : [redac.nla@orange.fr](mailto:redac.nla@orange.fr)  
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de : Marie-Annick BENÂTRE  
Yannick CHENEAU  
Pedro MAIA  
Jean-Yves MARTIN  
Mireille PERNOT  
Yann VINCE



## Vite lu...

**CANTONALES  
LES CANDIDATS UMP CACHENT  
LEUR APPARTENANCE POLITIQUE**



## Nécrologie

C'est avec tristesse que la fédération du PCF a appris le décès de son camarade Jean QUENEUDER, bien connu des militants de la Basse Loire. Jean était un militant toujours à l'écoute des plus jeunes. Il était de tous les combats, le dernier qu'il a tenté de surmonter l'a malheureusement emporté. A sa famille, à ses camarades de la Basse Loire, l'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique et la fédération présente ses plus sincères condoléances.



## Par Adrien Hélaré

Frappé par un terrible tremblement de terre le Japon compte ses morts et ses disparus. Les séismes et le tsunami passent au second plan tant les centrales nucléaires nippones inquiètent le monde entier.

Celles-ci ont été endommagées suite au séisme, plusieurs réacteurs seraient entrés ou proche de la fusion. Les écologistes de tous les pays se déchainent contre le nucléaire, avec des demandes plus fantaisistes les unes que les autres. Sortir du nucléaire. Formule choc qu'ils assènent à tout bout de champs persuadés que tous les maux de la terre viennent de là. Ils prônent même la production individuelle d'énergie, par l'installation de panneaux solaires sur les toits ou encore d'éoliennes personnelles. Les habitants des HLM seraient probablement enchantés qu'on leur dise d'installer une éolienne sur leur balcon ou de mettre un panneau solaire devant leur fenêtre s'ils souhaitent bénéficier de l'électricité. **Ne nous trompons pas, l'éolienne et le solaire ne sont pas en France de nouvelles sources d'énergies**

## mais de simple niches fiscales.

Le seul débat intéressant sur le nucléaire et la production de l'électricité en France est celui de la privatisation. **Pourquoi des entreprises de service public comme EDF et Areva sont aujourd'hui**

**privatisées ?** Créé grâce aux impôts des contribuables français elles assurent aujourd'hui de larges bénéfices à leurs actionnaires, dû à leur situation de monopole. Le nucléaire est dangereux, mais une gestion rigoureuse réduit très fortement les risques, hors on sait bien que confiée au privé, la sécurité laissera la place à la ren-

tabilité. Aujourd'hui une partie de la maintenance des centrales est effectuée par des intérimaires pas assez formés et pas assez protégés pour assurer leur santé, mais de cela les écologistes n'en disent rien. Ils préfèrent prédire l'apocalypse, la fin du monde a toujours été un des meilleurs moyens pour faire peur aux gens. **A la veille des élections cantonales, menacer les électeurs de catastrophe nucléaire en proposant d'y remédier c'est électoraliste, démagogique et certainement pas honnête.** Michèle Rivasi Députée européenne (Europe Ecologie) a même écrit que le Japon a joué à l'apprenti sorcier en installant des centrales nucléaires sur son territoire, sans se demander quelle alternative avait le Japon pour alimenter en électricité ses villes et ses usines.